

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Marcel Fourquet : « envie d'avoir envie ! »

Le président aubois de la CGPME souhaite que le futur chef de l'État simplifie les tâches des chefs d'entreprise

Jean-François LAVILLE
jf.laville@lest-eclair.fr

Président de la CGPME, Marcel Fourquet n'a ni la vocation, ni la mission de donner une consigne de vote à ses adhérents pour l'élection présidentielle. En revanche, c'est en défenseur des petites et moyennes entreprises qu'il monte au créneau pour une réflexion d'ordre général. « Le gouvernement n'accompagne pas assez les entreprises. Ou plutôt, il existe trop de dispositifs. Il nous faudrait plutôt un mode opératoire par secteur d'activités de manière à simplifier les procédures. »

Il constate que les chefs d'entre-

prise passent une large partie de leur temps à vérifier s'ils respectent les multiples normes, règles et lois. « Il vaudrait mieux qu'ils consacrent leur temps au développement de leur entreprise, qu'ils soient présents aux côtés de leurs clients, ou qu'ils travaillent au service de l'innovation », indique-t-il.

Ce dont ont besoin les chefs d'entreprise ? « Il faut nous donner envie d'avoir envie. Envie d'y croire, de créer, d'investir, de développer ». Marcel Fourquet reconnaît l'importance du travail réalisé par l'actuel gouvernement lorsqu'il a fallu sauver la France du gouffre en 2008. Mais au-delà, il constate un certain nombre de manques et d'insuffisances. « Il faudrait investir davantage dans la formation par alternance, c'est un moyen efficace pour pérenniser nos métiers », confie-t-il.

Trop de syndicats...

Au chapitre des regrets, le patron

de la CGPME cite le dossier des retraites. « Nous ne sommes pas allés assez loin. Il fallait aller au-delà des 62 ans. »

Regret aussi face au manque de concertation en amont des difficultés rencontrées dans les branches d'activités. « Il existe trop de syndicats de salariés. Un pour les fonctionnaires, un pour les grandes entreprises et un pour les TPE et PME, cela suffirait. C'est d'ailleurs le même problème pour les syndicats patronaux », poursuit-il.

Du côté des grandes réformes susceptibles d'être portées par un candidat à la présidentielle, Marcel Fourquet ne fait pas dans la demi-mesure. Il considère qu'un maire par canton suffirait, assisté par un référent par commune. Il prône également la suppression du Sénat et appelle de ses vœux une Assemblée nationale doublée d'un conseil économique et social.

S'agissant de la politique économique du pays, il estime que c'est aux Français de s'adapter à la mondialisation en ayant la faculté de s'adapter aux nouvelles données. Ce qui ne l'empêche pas de critiquer « les chefs d'entreprise qui ont spéculé sur les im-



Marcel Fourquet : « La retraite ? Il fallait aller au-delà des 62 ans »

« Il faudrait investir davantage dans la formation par alternance »

portations ». Quant au choix du candidat, il va reposer sur bien des paramè-

tres. Mais il en est deux sur lesquels Marcel Fourquet ne transigera pas : une éventuelle entrave

à notre force de dissuasion et la remise en cause de la souveraineté de notre pays.